

Unité départementale du Loiret
3 rue du carbone
45072 Orléans Cedex2

Orléans, le 10/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2)

Avenue du 11 Novembre 1918
45300 Pithiviers

Références : VAT20240609
Code AIOT : 0010013356

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2024 dans l'établissement ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2) implanté Avenue du 11 Novembre 1918 45300 Pithiviers. L'inspection a été annoncée le 07/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 7 novembre 2024, un agent de la Communauté de Communes de Pithivierais a constaté une pollution, sans mortalité piscicole mais avec une forte coloration, du Rû du Val Saint Jean. Alerté, l'OFB est intervenu à cette même date pour constater la pollution et en rechercher la source. Dans ce cadre, afin d'effectuer les vérifications nécessaires, l'inspection des installations classées s'est rendue dans l'entreprise ORGAPHARM le 8 novembre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2)

- Avenue du 11 Novembre 1918 45300 Pithiviers
- Code AIOT : 0010013356
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Les activités exercées par la société ORGAPHARM dans son établissement de Pithiviers sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juin 2017. Le site actuel est issu de la fusion des sites OGP1, dont les activités sont réglementées par l'AP du 18/01/2011, et OGP2, dont les activités sont réglementées par l'AP du 17/02/2000.

L'établissement ORGAPHARM est soumis à autorisation pour les rubriques 1434-2, 1450-1, 2620, 2915-1a, 3410 - a à h et j, 3450, 4001, 4110-1a, 4110-2a, 4130-2a, 4331-1, 4710-1, et 4716-1.

Il est également classé Seveso seuil bas par règle de cumul concernant les dangers pour la santé, les dangers physiques et les dangers pour l'environnement, en application de l'article R. 511-11 du code de l'environnement.

L'établissement est également soumis aux dispositions de la directive du 24 novembre 2010 dite « IED ». Le site relève des rubriques 3410 et 3450 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime de l'autorisation.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Outre les écarts constatés par l'inspection, il ressort de cette visite que les dispositions permettant de détecter et d'éviter les pollutions accidentelles du milieu naturel ne sont pas suffisamment robustes. Par conséquent, l'inspection a proposé à l'autorité préfectorale la mise en place de prescriptions complémentaires afin d'assurer une surveillance renforcée des rejets d'eaux pluviales.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi des mesures de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Prescriptions complémentaires, Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
2	Rétention des liquides	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	90 jours
3	Aménagement d'un point de prélèvement	AP Complémentaire du 18/01/2011, article 4.3.6.2.1.	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
4	Caractéristiques du point de prélèvement	AP Complémentaire du 18/01/2011, article 4.3.6.2.2.	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	90 jours
5	Equipements	AP Complémentaire du	Demande d'action corrective,	90 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	de prélèvement	18/01/2011, article 4.3.6.3.	Mise en demeure, respect de prescription	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs écarts importants aux prescriptions applicables concernant la surveillance et la prévention de la pollution des rejets d'eaux pluviales ont été constatés par l'inspection. Le principal écart concerne le dispositif technique permettant de prévenir une pollution du milieu récepteur, identifié comme une mesure de maîtrise des risques par l'exploitant dans son étude de dangers, qui ne fait pas l'objet d'un entretien, d'un suivi et de tests périodiques permettant de garantir son efficacité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi des mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en oeuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Afin d'éviter la pollution du milieu récepteur, les eaux pluviales sont analysées, en amont de leur rejet, par un réfractomètre. Lorsque la valeur mesurée par cet appareil dépasse une valeur seuil, une vanne située en aval est automatiquement obturée afin d'orienter les eaux vers un bassin de rétention. Lorsque l'indice de réfraction mesuré respecte à nouveau la valeur seuil fixée, la réouverture de la vanne est effectuée manuellement, action qui est consignée dans un cahier prévu à cet effet.</p> <p>L'inspection a contrôlé la fermeture de la vanne, qui s'obture en environ 20 secondes, et s'avère très légèrement fuyante. La mise en route automatique de la pompe chargée de réorienter les eaux vers le bassin de confinement a été constatée fonctionnelle.</p> <p>D'après l'étude de dangers, le réfractomètre, la vanne et le bassin de confinement constituent une mesure de maîtrise des risques (scénario majeur 10 : pollution du milieu récepteur). L'inspection a constaté que ces éléments ne sont pas entretenus et testés de façon à garantir leur efficacité dans le temps : ils ne disposent pas d'une fiche de vie, le réfractomètre n'est pas régulièrement étalonné et testé, la valeur seuil d'obturation ne correspond pas à une référence</p>

<p>clairement identifiée et dimensionnée pour éviter toute pollution du milieu récepteur, l'étanchéité de la vanne n'est pas vérifiée régulièrement, le temps de fermeture de la vanne n'est pas dimensionné pour prévenir toute pollution du milieu récepteur.</p> <p>L'état du bassin de confinement et en particulier l'étanchéité du fond du bassin de confinement n'est pas vérifié, ce qui est d'autant plus problématique que le jour de l'inspection, les eaux qui y étaient présentes présentaient un pH de 2,4.</p> <p>Absence de suivi des mesures de maîtrise des risques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en oeuvre un suivi des mesures de maîtrise des risques mises en place pour éviter la pollution du milieu récepteur.</p> <p>L'exploitant justifie du bon dimensionnement de ces mesures de maîtrise des risques et, le cas échéant, transmet un plan d'actions pour les faire évoluer, afin de prévenir tout risque de pollution du milieu récepteur.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 90 jours</p>

N° 2 : Rétention des liquides

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Mise en rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que des conteneurs à emballage souple contenant du propylène glycol étaient situés, à proximité du bâtiment 34, sur un emplacement qui ne formait plus rétention. En cas de déversement accidentel, des écoulements sont possibles sur une partie non imperméabilisée.</p> <p>Absence de mise en rétention du propylène glycol.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant place les conteneurs de propylène glycol sur rétention et effectue les travaux nécessaires pour que la zone sur laquelle les conteneurs étaient placés lors de l'inspection forme rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 90 jours

N° 3 : Aménagement d'un point de prélèvement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/01/2011, article 4.3.6.2.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet d'effluents liquides

Prescription contrôlée :

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.

Constats :

L'inspection a constaté qu'un préleveur est bien situé au droit du point de rejet N°EP1 (Nord Nord-ouest) et qu'il effectue un prélèvement toutes les 10 minutes. L'ensemble des prélèvements effectués sur une journée sont stockés dans un même bidon.

3 autres bidons sont présents dans le préleveur pour les jours qui précèdent ou qui suivent. Comme la seule mesure en continu est une mesure par réfractomètre, en outre sans enregistrement, il est regrettable que ce mode d'organisation des prélèvements ait été adopté car il ne permet pas en cas de dépassement mesuré sur le prélèvement du jour de disposer d'échantillon permettant de déterminer une période plus restreinte pour investiguer les causes du dépassement. **Ces modalités sont à réexaminer par l'exploitant.**

Les points de rejet N°EP2 (Est) et N°EP3 (Nord-Ouest) ne disposent d'aucun dispositif de prélèvement d'échantillons ni de mesure des effluents. **Ecart aux prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant déploie un système de prélèvement et de surveillance au droit des points de rejet N°EP2 et N°EP3 de manière à respecter les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 90 jours

N° 4 : Caractéristiques du point de prélèvement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/01/2011, article 4.3.6.2.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet d'effluents liquides

Prescription contrôlée :

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Constats :

<p>Le tuyau servant au prélèvement est déporté par le flux des eaux pluviales (entre 800 et 1000 m3/j d'après l'exploitant) vers la partie amont du réseau. Il est en outre soumis aux remous. Son immersion permanente ne peut être garantie.</p> <p>Le prélèvement est en outre réalisé proportionnellement au temps avec un prélèvement seulement toutes les 10 minutes.</p> <p>La méthodologie de prélèvement ne permet pas de s'assurer qu'il est pleinement représentatif du rejet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant modifie le mode de prélèvement afin de s'assurer de la représentativité des prélèvements effectués.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 90 jours</p>

N° 5 : Equipements de prélèvement

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/01/2011, article 4.3.6.3.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejet d'effluents liquides</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements sont effectués toutes les 10 minutes et ne sont donc pas proportionnels au débit qui est fluctuant.</p> <p>La conservation des échantillons n'est pas réalisée à une température de 4 °C.</p> <p>Ecart aux prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant modifie le dispositif de prélèvement afin de satisfaire les prescriptions décrites par l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 90 jours</p>